

## L'ÉLECTION D'AHMADINEJAD OU LES LIMITES D'UNE POLITIQUE D'OUVERTURE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN (2005-2013)

**KEWO Zana**

Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo (Côte d'Ivoire)

Département d'Histoire

[zanakewo@upgc.edu.ci](mailto:zanakewo@upgc.edu.ci)

### **Résumé**

À son arrivée au pouvoir en 2005, Ahmadinejad a trouvé un pays presque réconcilié avec les puissances occidentales, cela, grâce aux efforts de rapprochement entrepris par ses prédécesseurs. Cependant, sous ses deux mandats, le pays bascule de nouveau dans les rhétoriques anti-occidentales. Parmi les sujets de discordes, le programme nucléaire, le soutien apporté aux organisations anti-israéliennes et les liens étroits entre les régimes arabes sunnites et Israël.

**Mots-clés** : Ahmadinejad, Hezbollah, Nucléaire, République Islamique d'Iran, Tensions

### **Abstract**

When he came to power in 2005, Ahmadinejad found an almost reconciled country with western countries, thanks to the reconciliation efforts made by his predecessors. However, under his two mandates, the country once again, falls into the anti-western rhetoric. Among the subjects of contentions, were his nuclear project and help provided to anti-israelian organizations, in addition to the close links between Arabic Sunnite governments and Israel.

**Keywords**: Ahmadinejad, Hezbollah, Nuclear, Iran Islamic Republic, Tensions

## Introduction

Entre 1989<sup>1</sup> et 2005<sup>2</sup>, la République Islamique d'Iran a connu d'importantes réformes tant sur le plan social, économique que diplomatique. Au niveau diplomatique, il faut noter le rapprochement entre ce pays et le Monde Arabe de même qu'avec les puissances Occidentales. Cette ouverture du pays a permis quelques progrès économiques<sup>3</sup> et de renouer le contact avec la communauté internationale.

Lorsqu'en 1989, Ali Akbar Hâshemi Rafsandjani, porte-parole du parlement, est élu à la présidence de la République, il entame une politique plus pragmatique. Sur le plan international, l'Iran soutient les accords de Taëf<sup>4</sup> au Liban. Sous la présidence de Rafsandjani, l'idée n'est plus désormais d'exporter la révolution, mais de faire des mouvements chiites, un élément incontournable dans la politique intérieure des États voisins de l'Iran, voire une alternative politique. Ce qui renforce le poids de l'Iran dans l'équation régionale. En Irak, la République Islamique d'Iran adopte un profil bas au moment de l'intervention militaire de la coalition occidentale et ne soutient pas la révolte des chiites en 1991 (Z. Kewo, 2015, p. 188).

Si l'Iran ne peut exporter sa révolution, il tente cependant, de réaffirmer son statut de puissance régionale. Ainsi, il se rapproche de la Chine, du Pakistan, de la Turquie, mais aussi, après 1991, des Républiques du Caucase et d'Asie centrale, nouvellement indépendantes. Le gouvernement iranien, qui ne nie être l'un des commanditaires du terrorisme international, demeure, en revanche, l'objet de l'ostracisme américain (ENCARTA DVD, 2009).

Les européens préfèrent quant à eux établir un « dialogue critique » avec le gouvernement iranien, malgré la réaffirmation, en janvier 1993, par le Président Rafsandjani de la *fatwa*<sup>5</sup> condamnant à mort en 1989, l'écrivain Salman Rushdie<sup>6</sup>. Sans annuler cette dernière, le gouvernement Khatami s'en désolidarise en 1997, ouvrant la voie au rétablissement des relations diplomatiques avec le Royaume-Uni (Z. Kewo, 2015, p. 166-167.), puis il mise sur la normalisation des relations de son pays avec l'Union européenne et les pays du Golfe. Le sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), à Téhéran, en décembre 1997, et l'ouverture en direction des États-Unis ont sans conteste confirmé ce virage (A. Kian-Thiebaut, 1998, p. 21).

Cependant, l'élection d'Ahmadinejad en 2005, un conservateur et proche des milieux cléricaux, remet en cause cette dynamique de rapprochement. Tout au long de ses deux mandats<sup>7</sup>, la politique extérieure iranienne est marquée par la défiance à l'égard de la communauté internationale. En effet, d'une relation apaisée d'avant son élection, le pays est passé à des relations belliqueuses faites de menaces, d'attaques militaires, d'alliances stratégiques et d'escalades verbales entre l'Iran et les puissances occidentales et arabes. Quelles sont les raisons de la dégradation des relations entre l'Iran et les puissances étrangères sous Ahmadinejad ? Le but de cette analyse est de savoir en quoi est-ce que l'élection d'Ahmadinejad a constitué un recul, voire une limite à la politique d'ouverture entreprise par ses prédécesseurs.

1-Cette date correspond à la mort de l'Imam Khomeiny, fondateur de la République Islamique d'Iran.

2-Cette année marque l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad.

3-Selon « La Revue de Téhéran » n° 23 d'octobre 2007, la croissance moyenne de l'Iran de 1998 à 2002 s'élevait à 4,2%, ce qui est plus élevé que la moyenne de l'ensemble des pays de la région du Sud-ouest asiatique, qui n'atteint que 3,9% et de 5,2% en 2005.

4- Le " Document d'entente nationale ", ratifié dans la ville saoudienne de Taëf par les députés libanais en novembre 1989 a pour origine un plan en sept points élaboré par un comité tripartite arabe réunissant l'Algérie, le Maroc et l'Arabie Saoudite. L'accord de Taëf qui est défini comme " le pacte de la coexistence ", préconisait la fin des hostilités, une nouvelle formule de partage du pouvoir, le retrait des troupes syriennes jusqu'à la Bekaa et l'élection d'un nouveau président. Z. Kewo, (2015, p. 167).

5-Décret religieux.

6-Il a été condamné pour la publication de son livre « *les versets sataniques* ».

7 De 2005-2009 et de 2009-2013.

L'intérêt de cette étude est de montrer que vingt-neuf ans après, la mort de l'Ayatollah Khomeiny, l'idéologie révolutionnaire est d'actualité et qu'elle est entretenue par la mouvance conservatrice dont le Président Ahmadinejad se fait le représentant. Pour réaliser ce travail, la méthode historique a été adoptée. Elle a consisté à recueillir des informations dans des thèses, des mémoires, des rapports, des publications scientifiques et la presse écrite. L'analyse issue du recoupement et de la confrontation a permis d'établir les faits.

Pour y parvenir, la réflexion a été abordée sur deux axes. Le premier présente le parcours d'Ahmadinejad, parce que des éléments peuvent avoir influencé sa conception de la politique étrangère. Le second axe analyse les actions politiques qui ont contribué à faire monter les tensions avec les autres acteurs De La Communauté Internationale.

## 1. Ahmadinejad, le Conservateur

Issu d'une famille modeste du Sud de Téhéran, élève brillant, Ahmadinejad parvient à entrer à l'université où il obtient un doctorat après son cycle ingénieur. Par la suite, il se rapproche des organisations estudiantines islamistes en contact avec le clergé iranien. Cela marque le point de départ de sa carrière politique et de son militantisme religieux.

### 1.1. Biographie d'Ahmadinejad

Mahmoud Sabûrjhiyân<sup>8</sup> naît le 28 octobre 1956 à Aradan à proximité de Garmsar. C'est une ville située à environ 80 km au Sud de Téhéran dans la province de Semnân. Il est le quatrième enfant de sa famille et âgé d'environ un an lorsque la famille déménage à Téhéran (M. Sahimi, 2013, p. 44). Une fois à Téhéran, son père Ahmad Sabûrjhiyân devient forgeron<sup>9</sup> et travaille dans un magasin des Gardiens de la révolution. C'est dans cette ville que la famille change son nom pour « Ahmadinejâd<sup>10</sup> » pour des raisons à la fois religieuses et économiques. Sa mère est connue sous le nom de Sayyida Khanum, et se réclame descendante du Prophète Mahomet (R. Mauriello, 2011, p. 90-91).

Mahmoud Sabûrjhiyân devenu Mahmoud Ahmadinejad fréquente les écoles de Saadi et Daneshmand et, après avoir achevé les études secondaires en 1975, il passe les examens nationaux d'entrée à l'université de Téhéran. Il affirme avoir été classé 132<sup>e</sup> sur plus de 400000 participants, et s'inscrit pour les formations du premier cycle de génie civil à l'Université de Sciences et de Technologie (UST) (M. Sahimi, 2013, p. 44) où il obtient un doctorat en transport public en plus de son diplôme d'ingénieur.

Dès son entrée à l'université, il milite dans le syndicat étudiant islamiste du Bureau de renforcement de l'unité et devient le représentant de l'université au comité central du syndicat qui est à l'origine de la prise d'otage à l'ambassade des États-Unis à Téhéran en 1979 (G. Romatet, 2014, p. 15). Ainsi, grâce à ses réseaux d'amis de vétérans de la guerre Iran-Irak (1980-1988) et au soutien des milieux religieux conservateurs, il accède à la tête de la présidence de la République Islamique d'Iran en 2005. Président populiste selon les détracteurs, les mandats d'Ahmadinejad sont émaillés de tensions avec les puissances occidentales et le Monde Arabe. Au cours des deux mandats, le président iranien s'est présenté comme un tiers-mondiste et anti-occidental (G. Romatet, 2014, p. 14).

Ainsi pour ce qui concerne la politique étrangère, comme le précise l'article 3 du paragraphe 16 de la Constitution iranienne, elle est fondée « sur la base des normes islamiques, de l'engagement fraternel envers tous les musulmans et du soutien sans réserve de tous les déshérités dans le monde » (M-R Djilili, 2007, p. 37). Cette ligne de conduite, dictée par Khomeiny et confirmée par son successeur Ali

<sup>8</sup> Sabûrjhiyân vient de la racine *sabûr* qui veut dire fils de peintre en farsi (R. Mauriello, 2011, p. 90).

<sup>9</sup> Avant leur installation à Téhéran, le père fut d'abord, épicier puis, coiffeur.

<sup>10</sup> Ahmad est l'un des noms utilisés par le Prophète Mahomet et signifie « vertueux ». La combinaison avec nijad qui veut dire « race » donne Ahmadinejâd, ce qui signifie « de la race de Mahomet », ou bien « de la race des vertueux » (R. Mauriello, 2011, p. 91).

Khamenei, n'a jamais été abandonnée, même si Rafsandjani et Khatami l'ont parfois ignorée. Avec un président dogmatique comme Ahmadinejad, la probabilité d'une déviation par rapport à ce principe central s'amenuise. Cela d'autant que l'imbrication des deux champs politiques (intérieur et extérieur) convient parfaitement à l'équipe des conservateurs au pouvoir (M.-R. Djalili, 2007, p. 37).

Son brillant parcours, son militantisme au sein des mouvements étudiants et l'influence du clergé chiite contribuent à lui forger sa propre conception du monde.

## 1.2. L'idéologie d'Ahmadinejad

Mahmoud Ahmadinejad<sup>11</sup>, est soupçonné d'appartenir au mouvement *hojjatieh*<sup>12</sup>. La doctrine *hojjatieh* rejette la doctrine du *velayat-e faqih*<sup>13</sup>. Cette société fut sévèrement critiquée par Khomeiny en juillet 1983 et dissoute, du moins officiellement. Elle n'est sans doute pas étrangère à la posture millénariste<sup>14</sup> du président iranien. Le mouvement est présent et influent, notamment auprès des *bâzâris* (commerçants du bazar iranien) et du clergé traditionaliste. Elle prône un islam intransigeant qui a d'abord été dirigé contre les *Bahâïs*<sup>15</sup>, puis contre les communistes (A.-T. Khatchadourian, 2012, p. 111). La doctrine *hojjatieh* s'oppose d'une part à la posture quiétiste d'une partie du clergé chiite, selon laquelle les croyants doivent pieusement et patiemment attendre le retour de leur Imam. Et d'autre part à la théorie de la *velayat-e faqih*, donnant pouvoir à un clerc (A.-T. Khatchadourian, 2012, p. 111) pour diriger la communauté avant le retour du Mahdi. Ahmadinejad fait un retour aux valeurs originelles de la révolution islamique. Grand admirateur de Khomeiny, il remet à jour la rhétorique agressive de la révolution islamique. Il est aidé, en cela par les échecs des politiques d'ouverture de ses prédécesseurs. Ainsi, la République islamique d'Iran renoue avec les déclarations enflammées visant la promotion de l'exportation de la révolution, la préparation du retour de l'Imam caché, la dénonciation des visées « impérialistes » de l'Occident, le discours négationniste et antisioniste (G. Romatet, 2014, p. 19-20).

Les discours prononcés par Mahmoud Ahmadinejad devant l'Assemblée générale de l'ONU sont porteurs de trois des composantes essentielles de l'identité iranienne depuis la révolution : le nationalisme, la religion, et le monde (G. Romatet, 2014, p. 20). Ainsi, on retrouve les termes se rapportant à la religion tels que « Dieu », « Prophète », « Islam » en moyenne trente fois par discours sur les huit que le président iranien a prononcés entre 2005 à 2012. Les termes se rapportant au nationalisme tels que « Iran », «

<sup>11</sup>-Ahmadinejad a pour guide spirituel l'Ayatollah Mesbah Yazdi. C'est un religieux conservateur influent et par ailleurs membre fondateur de la République Islamique d'Iran. Il est aussi connu pour ses discours anti-occidentaux. (INTELLIGENCE AND TERRORISM INFORMATION CENTER), 2010, p. 2.

<sup>12</sup>-La société *Hojjatieh Mahdaviéh*, est une secte intégriste chiite fondée à Machhad en 1953 par le cheikh Mahmoud Tavallai, connu sous le nom de cheikh Mahmoud Halabi. Ce mouvement prêche l'encouragement du chaos et de l'anarchie pour accélérer la venue du 12ème imam chiite (Il s'agit de l'Imam Mahdi. C'est un descendant du Prophète Mahomet de la lignée d'el Hasan ibn 'Ali. Il viendra à la fin des temps, à une époque où l'injustice régnera sur toute la terre. Il fera régner alors la justice entre les hommes, (K. Zentici et A. H. Al-Germâny), 2008, p3.). Institut Français D'analyse Stratégique, Analyse Iran : Les paradoxes du pouvoir théologico-politique dans la République islamique, <http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article157>, consulté le 06/05/2022.

<sup>13</sup>-C'est une doctrine chiite qui consacre le pouvoir du religieux sur la société.

<sup>14</sup>-C'est l'allusion constante du président iranien au retour du Mahdi, le douzième imam chiite disparu en 941 lors de la « grande occultation » et dont le retour est prévu avant la fin des Temps. Selon l'idéologie chiite, il lui revient d'instaurer la société islamique idéale qui fait jusqu'à présent défaut.

<sup>15</sup>-La religion Bahâï (ou Baháisme) compte environ 300.000 adeptes en Iran. Apparue en 1863 en Perse, cette religion est un mouvement messianique issu du chiisme. Son fondateur est Sayed Ali Mohamed. Né à Chiraz en 1819, ce dernier affirme être le « Bab » (la « Porte ») qui « prépare le retour de l'Imam caché » et parcourt la Perse pour « diffuser son enseignement et ses prédications ». Suspect aux yeux du clergé chiite, il suscite aussi la méfiance de la dynastie Qajar, en raison de ses « revendications sociales et politiques » (Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), 2015, p. 2). Le « Bab » est ainsi placé en résidence surveillée, puis emprisonné. Convaincu d'apostasie, le « Bab » est finalement condamné à mort et fusillé en 1850 [à Tabriz]. Dans plusieurs de ses écrits, il a clairement annoncé la venue après lui d'un nouveau prophète : *Baha'ullah*, plus grand que lui et dont le nom signifie « La Gloire de Dieu ». Il serait mort en prison en 1892, à Saint-Jean-D'acre, près d'Haïfa (aujourd'hui en Israël), qui demeure à ce jour un lieu saint pour cette communauté. Ceci explique en partie les « accusations de sionisme » formulées régulièrement par le régime iranien à l'encontre des Bahâïs d'où leur persécution (OFPRA, 2015, p. 2).

nation » ou « État » apparaissent trente-huit fois en moyenne par discours. Enfin, le monde est abordé en moyenne vingt-deux fois par intervention (G. Romatet, 2014, p. 20).

L'analyse des discours d'Ahmadinejad à l'Organisation des Nations Unies permet également de se rendre compte de la rhétorique utilisée pour désigner les « *ennemis* » de l'Iran. Israël n'est jamais désigné en tant que tel puisque l'Iran ne reconnaît pas cet État. En revanche, le président et les dirigeants iraniens parlent régulièrement du « *régime sioniste* », « du régime d'occupation d'*Al-Qods* » ou d'un « faux gouvernement » pour désigner l'État d'Israël. Les États-Unis, quant à eux, sont parfois directement nommés, ou désignés par « ils », ou qualifiés de « puissances hégémoniques », ou de « puissances expansionnistes et arrogantes » (G. Romatet, 2014, p. 20).

Les déclarations virulentes du président iranien contre les grandes puissances, en particulier Israël et leur attitude « *impérialiste* » ont fini par convaincre son électorat et contribué à son ascension politique.

### 1.3. L'ascension politique d'Ahmadinejad

L'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République Islamique d'Iran est le fruit de deux éléments essentiels à la compréhension de l'évolution de la politique étrangère iranienne. Le premier est l'ascension politique de ceux qui se sont battus pendant la guerre contre l'Irak de 1980 à 1988, que l'on peut appeler « la génération révolution ». Le deuxième est la stratégie politique de M. Ahmadinejad qui utilise parfaitement cette nouvelle élite politique pour se hisser jusqu'aux plus hautes arcanes du pouvoir (G. Romatet, 2014, p.14).

Ahmadinejad rejoint la milice *Bassiji* après l'intervention de l'armée irakienne, le 22 septembre 1980. Il intègre ensuite, le service de renseignement du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) qui contrôle la milice. À la fin des années 1980, il est nommé vice-gouverneur général et gouverneur des villes de Maku et de Khoy. Par la suite, il occupe divers postes administratifs entre 1993 et 1997 dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, au Nord-ouest du pays (M. Sahimi, 2013, p. 45). Par la suite, il est nommé conseiller auprès du gouverneur général de la province du Kurdistan, dans l'Ouest du pays. Conseiller culturel au ministère de la Culture et de l'Enseignement supérieur en 1993, il est nommé gouverneur général de la province d'Ardabil, une partie de l'Azerbaïdjan oriental (M. Sahimi, 2013, p. 45).

Cependant, il reste une personnalité peu connue de la scène politique iranienne jusqu'en 2003, année où il se présente comme candidat à la mairie de Téhéran. Il est élu maire de Téhéran, à la surprise générale et grâce à son statut d'ancien *bassiji*<sup>16</sup> (G. Romatet, 2014, p. 15). Il se sert de cette fonction pour tester une politique considérée populiste et conservatrice. Il annule toutes les réformes entamées par ses prédécesseurs réformistes et met l'accent sur le caractère religieux, notamment des centres culturels. Il impose par exemple la séparation des ascenseurs entre hommes et les femmes. Ainsi cette période pendant laquelle il dirige la capitale du pays lui sert de rampe de lancement vers l'élection présidentielle de 2005 (G. Romatet, 2014, p. 15).

Il fait une campagne sur un programme similaire à celui qui l'a fait accéder à la mairie de Téhéran. Il se place en homme du peuple qui a vécu dans des circonstances modestes et qui défend les intérêts des pauvres et qui amorce le retour du régime aux principes fondamentaux de la révolution islamique comme voulue par l'Ayatollah Khomeiny. Sa stratégie s'avère payante, car il est élu lors du second tour de l'élection présidentielle face au président sortant Hachemi Rafsandjani (G. Romatet, 2014, p. 15).

---

<sup>16</sup>-Entendez par là, mobilisé en référence à la période de la Révolution iranienne et de la guerre Iran-Irak ou les jeunes iraniens étaient appelés à la mobilisation pour protéger et défendre la révolution iranienne contre les « les agresseurs » et les forces « contre-révolutionnaires » internes et externes.

**Photo :** Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République Islamique d'Iran (2005-2013)



**Source:** <https://www.jeuneafrique.com/mag/866957/politique/iran-le-soutien-inattendu-de-mahmoud-ahmadinejad-aux-manifestants/>. Consulté le 23/03/2022.

Si le parcours du président iranien ainsi que sa conception du monde ont influencé sa politique extérieure, cela peut aussi expliquer le niveau de dégradation des relations entre son pays et la communauté internationale.

## **2. La montée des tensions avec la communauté internationale**

Interrompu jusqu'en 1995 suite à la guerre contre l'Irak et aux problèmes de financement, le programme nucléaire iranien a commencé à faire la une de l'actualité internationale. À partir de 2005 avec l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad il est devenu un sujet de préoccupation majeure pour les puissances occidentales. Ainsi, après la découverte d'un programme nucléaire secret, la communauté internationale s'est alarmée de son éventuelle application militaire. Cette crainte est exacerbée par les déclarations du président iranien sur la destruction de l'État d'Israël.

### **2.1. La gestion iranienne de la question du nucléaire**

Dès sa prise de fonction en 2005, le président conservateur Mahmoud Ahmadinejad, relance le programme nucléaire iranien. Sous le gouvernement de Khatami, ce programme a été gelé à la suite d'une série d'accords entre l'Iran et la communauté internationale. Ces accords prévoient la possibilité pour les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) d'exercer des contrôles sur les centrales nucléaires iraniennes (J.-P. Hebert, 2007, p. 96).

Mais, les prises de positions et initiatives du président Ahmadinejad, en particulier sur Israël et l'extermination des juifs, ont permis de construire une image de l'Iran suscitant crainte et tremblement. Cette posture du Président Ahmadinejad met à nu la politique masquée du programme nucléaire de l'Iran. Contrairement à la Corée du Nord, plus éloignée des frontières européennes et trop misérable pour être réellement menaçante, l'Iran se présente comme une figure du mal absolu à travers la prolifération nucléaire (J.-P. Hebert, 2007, p. 100-101).

L'État hébreu est indéniablement l'une des cibles principales des discours provocateurs du président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Alors que les deux dossiers devraient demeurer séparés, la diplomatie offensive négationniste du président iranien est venue attiser la crise nucléaire (F. Boccas, 2010, p. 35).

Pour rappeler quelques faits, en octobre 2005, quelques semaines après son élection, le président iranien déclare que « *Israël doit être rayé de la carte* » ; en décembre de la même année, lors du sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), il propose de transférer l'État hébreu en Europe avant de dénoncer, quelques jours plus tard, « *le mythe du massacre des Juifs* ». En 2006, une conférence sur l'Holocauste est organisée à Téhéran à laquelle participent de nombreux négationnistes (F. Boccas, 2010, p. 36).

D'une manière générale, ce sont autant d'éléments qui ont minés la crédibilité des arguments iraniens légitimes sur le fond du dossier nucléaire. L'alliance entre une idéologie radicale anti-israélienne adoptée par les autorités iraniennes et les armes de destruction massive sont les causes principales des préoccupations (F. Boccas, 2010, p. 36) de la communauté internationale. Ces craintes se sont accrues après les déclarations d'Ahmadinejad. Il a affirmé que l'Iran a réussi à enrichir une petite quantité d'uranium et a maintenant « rejoint le Club des pays qui ont la technologie nucléaire » (D. Lounnas, 2010, p. 154).

La situation s'envenime lorsque l'ancien négociateur en chef iranien déclare que ces négociations visent « à duper » les Européens, afin de pouvoir construire une autre unité dans le cadre du programme nucléaire. C'est à partir de ce moment, que la communauté internationale décide de recourir aux mécanismes de la sécurité collective, pour mettre fin aux agissements de l'Iran (D. Lounnas, 2010, p. 155).

L'un des aspects importants de la crise iranienne qui a contribué à entretenir la suspicion de la communauté internationale à l'encontre du programme nucléaire iranien, est le développement des missiles balistiques "*Shahab*<sup>17</sup>". Ce sont des missiles de longue portée, comme « *le Shahab-3* », capable d'atteindre des cibles à une distance de 1300 km (D. Lounnas, 2010, p. 156).

La période 2006-2007 correspond à une période de tension. En février 2006, l'AIEA vote à vingt-sept voix contre trois le renvoi de l'Iran devant le Conseil de Sécurité. Après ce vote, l'Iran décide de réduire sa coopération avec l'AIEA et de reprendre l'enrichissement d'uranium (J-P. Herbert, 2007, p. 95-96). En janvier 2007, il a refusé de laisser entrer trente-huit inspecteurs de l'agence dans les centrales iraniennes. Lorsque l'AIEA découvre que l'Iran est en train de développer un programme nucléaire non déclaré, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote à son encontre, une série de sanctions économiques<sup>18</sup> (D. Lounnas, 2010, p. 12).

Outre la question du nucléaire et le développement de missiles balistiques par l'Iran, c'est surtout le soutien militaire et financier de l'Iran à des organisations hostiles qui inquiètent les puissances occidentales.

## **2.2. L'accroissement de l'aide aux groupes armés**

La réputation du Hezbollah au Liban a été galvanisée lors de la « victoire » de 2006 contre l'armée israélienne. Ces événements ont aussi démontré à la République islamique d'Iran, l'intérêt de renforcer militairement cet allié qui se situe aux frontières israéliennes. La force principale du Hezbollah réside dans son arsenal balistique d'environ 100 000 à 130 000 missiles et roquettes, ce qui le distingue comme l'acteur non étatique le plus armé au monde (Centre de documentation de l'École militaire (CDEM), 2021, p. 6).

Cet arsenal renforcé depuis la guerre de 2006 constitue une menace pour Israël dont le territoire se situe dans le rayon d'action de ces missiles. La proximité de l'arsenal du Hezbollah, a de ce fait un aspect dissuasif pour l'État hébreu. Le développement du stock de missiles, et l'amélioration de leur précision,

---

<sup>17</sup>-Cela signifie météore en persan.

<sup>18</sup>-Ces sanctions qui représentent les troisièmes du genre sont votées à l'unanimité.

permettent au Hezbollah d'établir avec son voisin israélien, un « équilibre de la terreur ». Par ailleurs, le Hezbollah possède des effectifs étoffés d'environ 25 000 combattants (dont 5 000 formés en Iran) auxquels il faut ajouter les 20 000 réservistes (CDEM, 2021, p. 6). Selon un rapport de l'Institut du Renseignement Centre d'Etudes du Terrorisme parut en 2006, le soutien iranien au Hezbollah via la Force *Al Qods* est estimé à plus de 100 millions de dollars américains annuels ainsi qu'un entraînement en Iran et au Liban et l'approvisionnement en armes et en renseignements sur Israël.

En Palestine, la République Islamique d'Iran entretient le Hamas. Même s'ils n'appartiennent pas à la même famille de l'Islam, ils partagent cependant, la conviction selon laquelle, la "résistance" est l'arme ultime pour mener le combat de libération contre Israël. Tous deux, ils nient le processus de négociations et ont une haine profonde pour les États-Unis et l'Occident. Pour l'Iran, le Hamas représente un intérêt stratégique de premier ordre puisqu'au plan idéologique, le mouvement palestinien entend établir un "califat"<sup>19</sup> dans la bande de Gaza (D. Dombret, 2009, p. 11).

Sur le plan stratégique, l'Iran fournit des armes légères au Hamas, et des missiles capables d'atteindre des cibles en Israël. À cela s'ajoute du matériel logistique qui contribue à la fabrication d'armes à Gaza, en particulier des roquettes. En plus, certaines informations font état de la présence d'experts iraniens à Gaza pour aider le Hamas à s'armer et à entraîner leurs combattants à l'utilisation du matériel et aux techniques militaires iraniens (M. Shakkoura, 2012, p. 308).

Ces organisations offrent à Téhéran l'opportunité d'affaiblir Israël grâce aux bombardements quasi quotidiens des villes du Sud. Enfin, le Hezbollah et le Hamas sont deux outils performants pour renforcer la position de puissance régionale de l'Iran et donc son influence sur le monde arabo-musulman. En Iran, une partie de la classe politico-religieuse est impliquée dans l'aide au Hamas. Ce soutien commence par le Guide suprême Ali Khamenei en passant par le ministère de l'Intelligence et de la Sécurité ou encore le chef de la garde révolutionnaire, Qassem Suleimani et, bien entendu, le président Mahmoud Ahmadinejad (D. Dombret, 2009, p. 11).

Outre l'aide militaire et logistique apportée au Hamas, l'Iran a fait le nécessaire pour combler le déficit financier dû à l'arrêt du paiement de la part des pays donateurs au gouvernement du Hamas. Ismaïl Haniyeh, et avant lui Khaled Mechaal, ont déclaré un montant de 250 millions de dollars d'aide iranienne au gouvernement palestinien lors de sa visite à Téhéran en 2006. Il a aussi déclaré un certain nombre de projets qui constituent une aide financière et économique directe au gouvernement palestinien. Il s'agit non seulement de 120 millions de dollars de subvention pour l'exercice 2007 et du paiement des salaires des fonctionnaires de trois ministères de l'Autorité palestinienne, mais aussi du paiement des allocations aux familles des prisonniers pendant six mois à hauteur de 45 millions de dollars (M. Shakkoura, 2012, p. 305).

L'Iran s'est engagé à verser 100 dollars à cent mille travailleurs palestiniens pendant six mois, donc près de 60 millions de dollars. Quant aux pêcheurs, privés de l'accès à la mer pendant des mois, trois mille d'entre eux reçoivent 100 dollars par mois pendant six mois, pour une valeur totale de 1,8 millions de dollars. L'Iran s'est engagé à construire le Palais de la culture, et à lancer la création de bibliothèques nationales pour une valeur de 15 millions de dollars américains, et à restaurer deux mille maisons endommagées, pour une valeur de 20 millions de dollars (M. Shakkoura, 2012, p. 306).

À ces deux organisations s'ajoute le Jihad islamique (JIP), l'autre mouvement extrémiste palestinien soutenu par l'Iran. Le Jihad islamique dispose de nombreux bureaux hors de la Palestine dont la capitale iranienne Téhéran. Le budget annuel du JIP est estimé à plusieurs millions de dollars, dont un large pourcentage est destiné au financement des attaques terroristes en Israël et au maintien de son dispositif. Une infime partie finance des infrastructures civiles telles que des fondations pour les femmes, des clubs

---

<sup>19</sup>-Selon Le Robert Dixel Mobile, un *Califat* est un territoire soumis à l'autorité d'un souverain musulman se disant successeur du Prophète Mahomet et investi du pouvoir spirituel et temporel.



de sport et de jeunesse islamique, des organisations médicales et d'éducation islamique. L'Iran est le principal soutien financier du JIP. Les forces de sécurité palestiniennes ont affirmé avoir confisqué trois millions de dollars, transférés par l'Iran (Z. Kewo, p. 227).

Face à la menace iranienne, les israéliens et les arabes décident d'unir leurs forces dans le cadre d'une alliance de raison pour contrer la menace iranienne.

### 2.3. Israël et les Arabes sunnites wahhabites contre l'Iran

L'évolution du climat politique au Moyen-Orient a mis au jour un système d'alliance quelque peu surprenant. Selon l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, qui cite des sources diplomatiques, « l'Arabie saoudite aurait donné son accord tacite au gouvernement israélien pour un survol de son territoire dans l'hypothèse de frappes contre l'Iran » (N. Ennasri, 2009). Au même moment, un sous-marin nucléaire israélien transite par le canal de Suez pour participer avec l'aval des autorités égyptiennes, à des manœuvres navales en mer rouge. Ces informations révèlent l'alliance qui se noue entre l'État hébreu et certains pays arabes au premier rang desquels figurent l'Arabie saoudite et l'Égypte (N. Ennasri, 2009).

La publication des télégrammes diplomatiques du département d'État par WikiLeaks en 2009 a mis en évidence le caractère central de la menace iranienne pour les monarchies arabes sunnites du Golfe, de même que la ligne plus agressive que certains d'entre eux avaient proposée contre Téhéran. Les télégrammes éclairent sur les liens existant entre ces pays et Israël dans ce contexte iranien : par exemple la coopération en matière de renseignement entre Israël et Bahreïn ou les Émirats Arabes Unis que *WikiLeaks* décrit comme « secrète et continue » (Y. Guzansky, 2012, p. 888).

Selon ces informations, des responsables israéliens et des pays du Golfe se sont rencontrés autour du problème iranien dans le courant de l'année 2009. L'ancien directeur du Mossad Meir Dagan a échangé avec des officiels saoudiens et le prince Bandar ben Sultan, directeur général de l'Agence saoudienne de renseignement. Ce dernier a, à son tour, rencontré hors des frontières du royaume des responsables israéliens (A. Pfeffer, 2010).

La perception de l'Iran comme menace, par les pays du Golfe comme par Israël, a facilité leur coopération. On a pensé que les échanges entre l'Arabie Saoudite et Israël ne pourraient jamais aller jusqu'à des sujets d'importance stratégique, comme le programme nucléaire iranien (Y. Guzansky, 2012, p. 887). Pourtant, plusieurs États du Golfe dont l'Arabie Saoudite ont déjà des rapports discrets avec Israël, incluant des relations indirectes en matière de renseignement, mais aussi des liens directs. Leur dialogue ne concerne peut-être pas directement les développements nucléaires iraniens ; mais on ne peut exclure que les deux côtés coopèrent, dans les faits, pour rendre publics et contrecarrer les agissements de l'Iran et de ses satellites dans la région (Y. Guzansky, 2012, p. 887).

L'une des raisons de cette alliance controversée contre l'Iran réside dans la hantise du spectre iranien de la part de certaines capitales arabes. Riyad et Le Caire voient d'un mauvais œil l'ascension de Téhéran comme puissance régionale. En outre, la trajectoire, les déclarations, l'identité et les positionnements de l'élite politico-religieuse au pouvoir à Téhéran ne sont pas de nature à apaiser les voisins (N. Ennasri, 2009). Il est à rappeler que l'assise idéologique du Président Ahmadinejad comme une partie des dirigeants iraniens est issue du chiisme révolutionnaire hérité de l'Ayatollah Khomeiny, et que les références à l'imam caché, au Mahdi ou au sang de l'imam Hussein est légions dans leurs discours, souvent empreintes de messianisme. C'est ainsi que Mahmoud Ahmadinejad s'est réclamé « explicitement du Mahdi dont il prétend préparer le retour » (N. Ennasri, 2009).

Cette situation rend le discours politique iranien au mieux confus, au pire inquiétant pour ses voisins, surtout lorsque le Président iranien déclare que « *Le droit de l'Iran à la technologie nucléaire est l'une des solutions qui préparent le retour de l'imam* ». Cette vision du monde, dans une foi intérieure qui croise

le destin de toute une région fait craindre le pire au Moyen-Orient. Ce qui fait dire à Olivier Roy que « *le jour où les États-Unis ou Israël bombarderont l'Iran, toutes les capitales arabes protesteront, mais plus d'une se réjouira* » (N. Ennasri, 2009).

## **Conclusion**

Les relations entre l'Iran sous Ahmadinejad et la communauté internationale ont atteint des sommets en matière de tensions et d'escalades. En effet, suite à la relance de son programme nucléaire en 2005, le gouvernement d'Ahmadinejad attise le courroux des puissances occidentales. Celles-ci n'hésitent pas à multiplier les sanctions qu'elles durcissent progressivement à mesure que le programme nucléaire iranien prend de l'importance. L'escalade au sujet du nucléaire entre ces deux entités pousse le pouvoir iranien à accroître son soutien aux organisations radicales libanaises et palestiniennes. Se sentant directement visés par le programme nucléaire iranien, les israéliens et les arabes nouent une alliance de circonstance pour contrer ladite menace.

## Références bibliographiques

BOCCAS Faustine, 2010, *le programme nucléaire iranien au regard du système international de non-prolifération*, Lyon, Mémoire de séminaire en droit international public, Université Lumière Lyon 2. En ligne, <https://catalogue.sciencespo-lyon.fr/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=501341#hide1>, consulté le 21/03/2022.

CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'ÉCOLE MILITAIRE (CDEM), 2021, L'axe de la résistance » : l'expansionnisme régional iranien, Paris, [www.dems.defense.gouv.fr/cdem](http://www.dems.defense.gouv.fr/cdem), consulté le 13/03/2022.

DJALILI Mohammad-Reza, 2007, « L'Iran d'Ahmadinejad : évolutions internes et politique étrangère », *Politique étrangère*, p. 27-38. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-1-page-27.htm>, consulté le 10/03/2022.

DOMBRET Dimitri, 2009, « Le Hamas bras arme de l'Iran », ESISC, *Note d'Analyse*. <http://www.esisc.org/upload/publications/analyses/le-hamas-bras-arme-de-liran/18.%20Le%20Hamas%20bras%20arm%C3%A9%20de%20l'Iran%2020-01-09.pdf>, consulté le 21/03/2022.

ENCARTA, 2009 [DVD], Iran.

ENNASRI Nabil, 2009, *Pourquoi Israël et l'Arabie Saoudite s'allieront pour attaquer l'Iran*, Oumma, <https://oumma.com/pourquoi-israel-et-larabie-saoudite-sallieront-pour-attaquer-liran>, consulté le 06/03/2022.

GUZANSKY Yoel, traduit de l'anglais par David Dominique, 2012, « Israël et les pays du golfe : entre iran et « printemps arabe » », Institut français des relations internationales, *Politique étrangère*, p. 879-889. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-4-page-879.htm>, consulté le 17/03/2022.

HEBERT Jean-Paul, 2007, « L'Iran nucléaire face aux Etats-Unis », *Recherches internationales*, Juillet-août-septembre 2007, n° 79, p. 89-108.

INTELLIGENCE AND TERRORISM INFORMATION CENTER, 2010, « Ayatollah Mesbah Yazdi, a Religious Authority and Iranian President Ahmadinejad's Spiritual Mentor, Implies in a Theological-Political Book that Iran Must Acquire a Nuclear Weapon ("a Special Kind of Weapon"): a Rare Expression of Internal Discourse about Nuclear-Related Issues among the Iranian Elite », [https://www.terrorism-info.org.il/Data/pdf/PDF\\_18141\\_3.pdf](https://www.terrorism-info.org.il/Data/pdf/PDF_18141_3.pdf), consulté le 10/04/2022.

KEWO Zana, 2015, « Les Relations Iran-monde arabe de 1979 à 2006 », Bouaké, Mémoire de Master d'Histoire, Université Alassane Ouattara. Non publié.

KEWO Zana, 2020, « La politique extérieure de la République Islamique d'Iran de 1979 à 2002 », Bouaké, Thèse de doctorat d'Histoire, Université Alassane Ouattara. Non publiée.

KHATCHADOURIAN Anaïs-Trissa, 2011, « Etude du discours des dirigeants de la République islamique. L'Iran entre « lutte contre les complots impérialistes » et « défense des droits des peuples opprimés » », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 102, p. 107-123. <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-2-page-107.htm>, consulté le 06/03/2022.

KIAN-THIEBAUT Azade, 1998, « Mobilisation des femmes et des jeunes. La révolution iranienne à l'heure des réformes », *Le Monde Diplomatique*, n° 526, p. 20-21.

LOUNNAS Djaliil, septembre 2010, La sécurité collective dans l'unipolarité : la crise nucléaire iranienne, 380p. Thèse de doctorat en science politique, université de Montréal. En ligne, <https://papyrus.bib.umontreal.ca>, consulté le 17/02/2021.

MAURIELLO Raffaele, 2011, « L'irréligion d'Ahmadinejad », *Outre-Terre*, n° 28, p. 89- 99, <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-2-page-89.htm>, consulté le 17/02/2021.

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES (OFPRA), 2015, « Persécution à l'encontre de la communauté Baha'ie », [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/3\\_didr\\_iran\\_les\\_bahais\\_ofpra\\_20102015.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/3_didr_iran_les_bahais_ofpra_20102015.pdf), Consulté le 04/01/2022.

PFEFFER Anshel, 2010, « Le chef du Mossad se serait rendu en Arabie saoudite pour des entretiens sur l'Iran », *Haaretz*, <https://www.haaretz.com/1.5152341>, consulté le 13/03/2022.

ROMATET Grégoire, 2014, La relation Iran-Israël à travers les déclarations de leurs dirigeants : entre idéologies, ambitions régionales et pragmatisme, Toulouse, Mémoire de Maitrise en science politique. Science Po Toulouse. En ligne, <http://www.sciencespo-toulouse.fr> consulté le 17/02/2021.

SAHIMI Muhammad, traduit de l'anglais par SFEIR Marie-José, 2013, « conflits au sommet de la république islamique la lutte de pouvoir entre Ahmadinejad et Khamenei », Centre d'Etudes et de Recherches sur le Proche-Orient, *les cahiers de l'orient*, n° 110, p. 43-76. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2013-2-page-43.htm>, consulté le 21/02/2021.

SHAKKOURA Majdy, 2012, Le Hamas, de la résistance armée à l'exercice du pouvoir, Cergy-Pontoise, Thèse de doctorat de droit et sciences humaines de l'Université de Cergy-Pontoise. En ligne, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00842315/document>, consulté le 17/02/2021.

ZENTICI Karim et AL-GERMANY Abou Hamza, 2008, « Le Mahdî tant attendu ! », 6p. [https://d1.islamhouse.com/data/fr/ih\\_articles/fr-LeMahditantattenduZentici.pdf](https://d1.islamhouse.com/data/fr/ih_articles/fr-LeMahditantattenduZentici.pdf), consulté le 10/04/2022.